

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 MARS 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/147 ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT TOTAL DE 30 000 € A L'ASSOCIATION EN CHEMIN - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/147

BUREAU DU 17 MARS 2025

**O B J E T : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT
TOTAL DE 30 000 € A L'ASSOCIATION EN CHEMIN -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 11 mars 2025,

CONSIDERANT la demande de subvention de l'association EN CHEMIN, dont le siège social est à Hyères, et ayant pour objet de favoriser et développer toutes formes d'activités d'intérêt général à caractère social, en particulier en contribuant à la lutte contre l'exclusion et à l'insertion des personnes en situation de précarité,

CONSIDERANT la mise en œuvre du Centre de Prise en Charge des Auteurs de violences conjugales (CPCA) sur la région PACA et plus particulièrement sur le territoire TPM, ayant pour objet la prise en charge des auteurs de violences conjugales afin de protéger les victimes (femmes/enfants) et d'éviter la récidive,

CONSIDERANT que ce centre permet une prise en charge de façon globale, dans un parcours coordonné, de tout auteur de violences conjugales, et que ce projet propose, outre la mise en cohérence des dispositifs existants sur le territoire, l'ouverture de 7 places d'hébergement sur le territoire de la Métropole TPM,

CONSIDERANT la mise en œuvre de l'activité « Garage Solidaire » dont l'objet est la réalisation de parcours d'insertion et de formation pour des personnes en difficulté, émanant du territoire de la Métropole, sur l'activité mécanique,

CONSIDERANT que cette action a pour objet de proposer un parcours d'insertion et de formation basé sur un garage solidaire, pour 8 personnes en difficulté relevant du territoire de la Métropole TPM,

CONSIDERANT la mise en œuvre de la Plateforme d'accompagnement global à destination des femmes victimes de violences au sein du couple, dont l'objet est de proposer aux femmes victimes de violences au sein du couple un cadre sécurisé et de bénéficier d'une première prise en charge, tout en permettant de prévenir les situations d'urgence,

CONSIDERANT les compétences de la Métropole notamment en matière de solidarité et d'insertion,

CONSIDERANT qu'il est proposé de soutenir l'association EN CHEMIN en attribuant une subvention pour les 3 actions suivantes : centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales, Garage Solidaire et plateforme d'accompagnement global des femmes victimes de violences au sein du couple,

Et après en avoir délibéré,



D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'ATTRIBUER à l'association EN CHEMIN une subvention de 30 000 € pour les 3 actions suivantes.

Nom de l'Association	Intitulé de l'action	Subvention Métropole
En Chemin	Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales (CPCA)	10 000 €
En Chemin	Atelier Chantier d'Insertion Garage Solidaire	10 000 €
En Chemin	Plateforme d'accompagnement global des femmes victimes de violences au sein du couple	10 000 €

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention annexée avec l'Association EN CHEMIN.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits sur l'opération 5262, article 65748 du Budget Principal 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR 15
CONTRE 0
ABSTENTION 0



Contrat d'Engagement Républicain

Décret no 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi N° 2000-321 Du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain Des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression. Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi. Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations. Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme. Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine. Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence. Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement. Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.

Je soussigné(e), (prénom, nom et qualité) Paul LATIBERT, Président

dûment habilité(e) par l'association/ la fondation

EN CHEMIN

- Reconnais avoir pris connaissance du présent Contrat d'Engagement Républicain et en accepter les termes, le faire connaître aux membres de l'association et à l'afficher dans les locaux utilisés,
- M'engage à informer la Métropole TPM des manquements à ces principes dont nous pourrions avoir connaissance.
- Atteste être informé(e) que le non-respect de ces dispositions et des termes du Contrat d'Engagement Républicain entraîneront soit le refus de l'attribution de la subvention soit, si elle a déjà fait l'objet d'une décision d'attribution, le retrait de celle-ci et la restitution des sommes versées.

Le , 21/11/2024

à HYERES

Lu et approuvé, bon pour engagement,

Nom et prénom du représentant légal de l'association

LATIBERT Paul

Signature

ASSOCIATION EN CHEMIN

10 bd Frédéric Mistral - 83400 HYERES

Tél : 04.94.36.55.17

Fax : 04.94.38.70.65

CONVENTION D'OBJECTIFS 2025 ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET L'ASSOCIATION EN CHEMIN

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du 17 mars 2025.

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association **EN CHEMIN**, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 10 avenue Frédéric Mistral, 83400 HYERES, représentée par **Monsieur Paul LAMBERT**, en qualité de Président, dûment habilité à cet effet par les statuts de l'association ci-annexés

Ci-Après désigné « L'Association » En Chemin

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de ses compétences et missions de solidarité, s'engage à assurer aux habitants du territoire Métropolitain des actions concernant la, cohésion sociale, l'habitat, le cadre de vie et l'insertion par l'emploi. Ces actions sont coordonnées par la Direction Habitat Solidarités et Citoyenneté.

Les missions de l'Association EN CHEMIN permettent de répondre aux besoins du public en situation de précarité ou de vulnérabilité, besoins relevant de la cohésion sociale sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Compte tenu de l'intérêt de ces projets, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les ateliers et chantiers d'insertion ainsi que les actions de lutte contre les violences conjugales auprès des victimes et des auteurs de l'association EN CHEMIN, intervenant sur plusieurs communes de Toulon Provence Méditerranée.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce soutien.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

L'association EN CHEMIN s'engage à mettre en œuvre son programme d'activités 2025 et à informer la Métropole Toulon Provence Méditerranée de ses réalisations et de ses projets.

Descriptif des actions de l'association EN CHEMIN:

- Mise en œuvre du Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales sur la région PACA et plus particulièrement sur le territoire TPM, ayant pour objet la prise en charge des auteurs de violences conjugales afin de protéger les victimes (femmes/enfants) et d'éviter la récurrence. Ce centre permet une prise en charge de façon globale, dans un parcours coordonné, de tout auteur de violences conjugales, et ce projet propose, outre la mise en cohérence des dispositifs existants sur le territoire, l'ouverture de 7 places d'hébergement sur le territoire de la Métropole TPM,
- Mise en œuvre de l'activité garage solidaire dont l'objet est la réalisation de parcours d'insertion et de formation pour des personnes en difficulté, émanant du territoire de la Métropole, sur l'activité mécanique. Cette action a pour objet de proposer un parcours d'insertion et de formation basés sur un garage solidaire, pour 8 personnes en difficulté relevant du territoire de la Métropole TPM,
- Mise en œuvre de la plateforme d'accompagnement global à destination des femmes victimes de violences au sein du couple, dont l'objet est de proposer aux femmes victimes de violences un cadre sécurisé et de bénéficier d'une première prise en charge, tout en permettant de prévenir les situations d'urgence,

Durée de l'action : annuelle.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025. Elle est conclue pour une durée de 12 mois.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,

- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'association EN CHEMIN à hauteur de **30 000 euros** conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

- **Le Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales** pour un montant annuel de **10 000 euros**
- **La plateforme d'accompagnement global des femmes victimes de violences conjugales** pour un montant annuel de **10 000 euros**
- **Le garage solidaire** pour un montant annuel de **10 000 euros**

Ce montant sera inscrit au Budget principal métropolitain de l'exercice 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 30 000 euros sera versée au bénéficiaire à la notification de la convention,

- L'association s'engage à remettre les pièces justificatives suivantes en fin d'exercice :
 - ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères :

- Quantitatifs : le nombre de bénéficiaires et leur typologie par domaines d'intervention, pour chaque commune concernée par l'action sur le territoire métropolitain, pour l'année échue
- Qualitatifs : les enjeux et les perspectives pour l'année à venir

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de 12 mois. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit, assortis du bilan qualitatif et quantitatif de l'année échue.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees-personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ANNEXE I : LE PROJET

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
309 698 €	10 000 €	294 698 €

a) Objectif(s) :

En réponse à un appel à projets émanant du ministère chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes ainsi qu'à l'égalité des chances, l'association En Chemin a été retenue pour mettre en œuvre un Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales sur la région PACA et plus particulièrement sur le territoire TPM. Cette action a pour objectifs la prise en charge des auteurs de violences conjugales via un parcours coordonné (accompagnement médical, thérapeutique, social, hébergement...), ainsi que la mise en réseau de tous les acteurs intervenant sur la problématique. Ceci dans le but de prévenir la récurrence et de protéger les victimes.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV, s'il y a lieu
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Enjeux et perspectives pour l'année de demande de subvention
 - o Réalisations pour l'année échue

c) Public(s) visé(s) : Auteurs de violences conjugales

d) Localisation : Métropole Toulon Provence Méditerranée

e) Moyens mis en œuvre :

Moyens opérationnels :

Les bureaux d'accueil choisis pour le CPCA du Var sont situés à La Garde, et permettent d'y accueillir les auteurs du territoire pour leurs entretiens.

Un travail partenarial privilégié est mis en place avec les associations AVEF, AAVIV et AVENIR 83.

D'une façon globale, la coordination départementale sera systématique avec la Déléguée départementale aux droits des femmes et à l'égalité.

Les bénéficiaires de l'action sont les auteurs de violences conjugales, orientés par :

- La plateforme téléphonique "ne frappez pas"
- L'autorité judiciaire pour les personnes placées sous-main de justice
- La plateforme nationale de recherche de solutions d'hébergement
- La polyvalence de secteur.
- La démarche volontaire (campagne nationale de communication décembre 2023)

Le parcours des auteurs est coordonné avec les partenaires du suivi judiciaire, socio-judiciaire, de l'hébergement, de l'insertion et du soin. Il est coconstruit avec l'auteur selon sa situation juridique le cas échéant.

Quel que soit le parcours, il débute par un entretien individuel ayant vocation à établir un premier diagnostic global de la situation de la personne, qui sera réalisé par le référent départemental.

Un entretien d'évaluation psychologique est ensuite mis en œuvre par les partenaires du territoire, selon leur mode opératoire. Ce sont les deux évaluations conjuguées qui déterminent le parcours dans lequel l'auteur s'engage, en tenant compte des préconisations de l'adresseur.

Chaque auteur intègre a minima un module socle obligatoire, et peut se voir proposer des modules complémentaires (module 1 : accompagnement psycho-thérapeutique et médical / module 2 : accompagnement social global et hébergement via 10 logements en ALT)

Moyens humains

Outre les moyens humains des partenaires AVEF, AAVIV, et AVENIR 83 (psychologues, thérapeutes, intervenants), le CPCA du Var emploie un référent départemental, de formation « travailleur social ». Ainsi qu'une psychologue à 0.40 ETP

La coordination est assurée par la Directeur territorial « Aire Toulonnaise » de l'Association En Chemin.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

Dépenses prévisionnelles 2025		Recettes prévisionnelles 2025	
309 698 €		309 698 €	
Achats	10 900 €	Prestations de service	15 000 €
Services Extérieurs	179 014 €	Dotations & produits de tarification	0 €
Autres services extérieurs	9 750 €	Subventions d'exploitation :	294 698€
Impôt et taxes	8 905 €	<i>DGCS SDFE + DDETS + SPIP + FIPD.....</i>	<i>264 698 €</i>
Rémun. Personnel	100 809 €	<i>Métropole TPM</i>	<i>10 000 €</i>
Autres charges de gestion courante	320 €	<i>Conseil Départemental</i>	<i>5000 €</i>
Dotation Amortissements	0 €	<i>Conseil Régional</i>	<i>10 000 €</i>
		<i>Organismes sociaux (CAF, etc).....</i>	<i>5000 €</i>

Projet : Garage Solidaire

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
1 016 971 €	10 000 €	761 971 €

a) Objectif(s) :

L'activité garage solidaire a pour objet la réalisation de parcours d'insertion et de formation pour des personnes en difficulté, émanant du territoire de la Métropole, sur l'activité mécanique,

Cette action a pour objet de proposer un parcours d'insertion et de formation basés sur un garage solidaire, pour 8 personnes en difficulté relevant du territoire de la Métropole TPM.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - Nombre de bénéficiaires issus de QPV, s'il y a lieu
- Indicateurs qualitatifs :
 - Enjeux et perspectives pour l'année de demande de subvention
 - Réalisations pour l'année échue

c) Public(s) visé(s) : L'action consiste en des parcours individualisés d'insertion pour des personnes en difficulté relevant de son territoire, employées dans les garages de Hyères et La Valette. Ces personnes seront embauchées en CDDI pour une durée de 12 mois renouvelable.

d) Localisation : Le secteur d'intervention s'étend sur le territoire de MTPM et les communes environnantes : La Valette pour les espaces verts et la mécanique, Hyères, Cuers et Fréjus pour la mécanique.

e) Moyens mis en œuvre : Missions de l'assistante sociale : établir à l'entrée un diagnostic de la situation administrative, sociale et professionnelle du bénéficiaire + entretiens de façon bimensuelle afin de faire le point sur l'évolution de la situation et du projet professionnel des salariés en insertion et répondre aux diverses problématiques rencontrées. Mise en œuvre du parcours de formation de chaque salarié en insertion, en lien avec les encadrants techniques. Ces formations peuvent aussi bien se dérouler en interne qu'en externe, et sont en lien avec le projet individuel de chaque salarié.

Dans le cadre des recherches de financement, le formateur privilégie les financements de droit commun (OPCO, CPF) et les formations qualifiantes et diplômantes.

Point régulier entre le travailleur social, le conseiller en insertion professionnel et l'encadrant technique sur le projet professionnel de la personne et le repérage d'éventuels besoins de formation. Des PMSMP (Périodes de Mise en Situation en Milieu Professionnel) sont mises en place de façon systématique.

Missions de l'encadrant technique : encadrement des salariés en CDDI sur les différentes réparations à réaliser et l'apprentissage des gestes techniques et des règles de sécurité + animation des sessions d'adaptation aux postes de travail mises en place en direction des nouveaux salariés en CDDI. Ces parcours d'insertion seront menés sur toute l'année 2025.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

Dépenses prévisionnelles 2025		Recettes prévisionnelles 2025	
1 016 971 €		1 016 971 €	
Achats	91 050 €	Prestations de service	255 000 €
Services Extérieurs	24 600 €	Dotations & produits de tarification	0 €
Autres services extérieurs	1 500 €	Subventions d'exploitation :	761 971€
Impôt et taxes	21 058 €	<i>Département ACI)</i>	126 863 €
Rémun. Personnel	878 763 €	<i>Conseil Régional</i>	16 800 €
Autres charges de gestion courante	0 €	<i>ASP CCDI</i>	608 308 €
Dotation Amortissements	0 €	M.TPM	10 000 €

Projet : Plateforme d'accompagnement global à destination de femmes victimes de violences conjugales

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)	Subvention attribuée par la Métropole
607 075 €	20 000 €	607 075 € €	10 000 €

a) Objectif(s) :

La plateforme d'accompagnement global à destination des femmes victimes de violences au sein du couple a pour objet de proposer à ces femmes victimes un cadre sécurisé et de bénéficier d'une première prise en charge, tout en permettant de prévenir les situations d'urgence. Il s'agit d'une structure ouverte en accès libre durant la journée pour accueillir les femmes victimes de violences conjugales et le cas échéant leurs enfants dont le rôle est de proposer de l'information, de l'orientation et de de l'accompagnement social global.

Les objectifs globaux de l'action sont de :

- Proposer aux femmes victimes de violences au sein du couple un cadre sécurisé leur permettant d'avoir accès à l'information, de rompre leur isolement et de bénéficier d'une première prise en charge ;
- Prévenir les situations d'urgence : préparer, éviter et gérer le départ du domicile pour les femmes et/ou leurs enfants ;
- Permettre d'avoir accès au sein d'une même structure à un accompagnement social global (hygiène, alimentation, santé physique et mentale, ouverture des droits, accompagnement au logement, accompagnement à l'insertion professionnelle, travail sur la parentalité, mobilité) ;
- Favoriser les partenariats et la mise en réseau, permettant notamment un accompagnement juridique.

b) Indicateurs :

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de bénéficiaires et leur typologie, par domaine d'intervention
 - o Nombre de bénéficiaires issus de QPV, s'il y a lieu
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Enjeux et perspectives pour l'année de demande de subvention
 - o Réalisations pour l'année échue

c) Public(s) visé(s) : Femmes victimes de violences conjugales

d) Localisation : Métropole Toulon Provence Méditerranée

e) Moyens mis en œuvre :

Moyens opérationnels :

Afin de mettre en œuvre ce primo-accueil inconditionnel et individuel, l'association dispose d'un local situé en centre-ville d'Hyères. Ces deux grandes salles, d'une surface totale de 100m², constituent un lieu sécurisé et sécurisant pour les femmes et leurs enfants.

Différents espaces sont matérialisés :

- Un espace d'accueil, lieu de détente et de repos. Il s'agit d'un lieu de transition où l'on se pose, récupère, prend soin de soi en toute sécurité. Une kitchenette est à disposition pour les femmes souhaitant prendre une collation (l'association bénéficie de l'habilitation « aide alimentaire ») ou simplement un café.
- Un espace ludique, pour que l'enfant puisse retrouver sa place d'enfant. Il est équipé de mobilier spécifique, de jeux adaptés à différents âges (jouets d'éveil, jeux d'imitation, jeux de société, loisirs créatifs, matériel d'expression écrite et graphique...), de livres également.
- Un bureau pour les entretiens confidentiels.
- Un espace de documentation en libre accès, avec des plaquettes d'informations générales sur les différents services et dispositifs existants.
- En plus des locaux ouverts à Hyères toute la semaine, deux points relais sont disponibles de façon hebdomadaire : l'un à Cuers, qui permet de toucher les femmes résidant sur le secteur du pays des Maures et l'arrière-pays ; l'autre à Toulon, quartier de Ste Musse. De plus, pour les femmes ayant des problèmes de mobilité, des tickets de bus peuvent être donnés, notamment pour se rendre à des rendez-vous avec des partenaires.

Moyens humains

Ce lieu est animé par trois salariés, travailleur social et éducatrice de jeunes enfants de formation, ainsi qu'une psychologue et une adulte-relais sur des missions d'accès aux droits.

Ce projet se fait en lien avec 3 principaux partenaires opérationnels, essentiels pour la mise en œuvre de l'action : l'AAVIV, le CIDFF et AVRE.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET

Charges Prévisionnelles de l'action en 2025		Produits prévisionnels de l'action en 2025	
607 075 €		607 075 €	
ACHATS	41 300 €	REMUNERATIONS USAGERS	0 €
SERVICES EXTÉRIEURS	97 620 €	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	607 075 €
AUTRES SERVICES EXTÉRIEURS	36 380 €	<i>Dont :</i>	
IMPÔTS ET TAXES	31 796 €	Etat/ DDETS-DREETS-ARS-FIPD-CDV	139 010 €
CHARGES DE PERSONNEL	419 479 €	Métropole TPM	10 000 €
CHARGES FINANCIERES	500 €	Conseil Régional	5 000 €
		Communes	3 000 €
		Conseil Départemental	10 000 €
		Organismes sociaux (CAF) *	30 000 €
		Fonds Européens	367 352 €
		EMPLOIS AIDES	32 713 €

Fait en deux exemplaires à Toulon, le

La Métropole

Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Association En Chemin

Paul LAMBERT

